



La **D**émocratie **S**anitaire

DÉBAT PUBLIC

**« Conduites addictives et comportements transgressifs chez les
jeunes :
pourquoi ? Regards croisés. »**

Organisé par la Conférence régionale
de la sante et de l'autonomie de la Guyane

COMPTE RENDU DES DEBATS

Pôle culturel de Kourou,
Le 22 janvier 2013

SOMMAIRE

I.	Ouverture.....	3
1)	Mot de bienvenue, M. Jean-Etienne ANTOINETTE, Sénateur-maire de Kourou.....	3
	Jean-Etienne ANTOINETTE, Sénateur-maire de Kourou.....	3
II.	Les règles du débat public.....	4
1)	Règles et enjeux du débat public.....	4
	Yves BHAGOOA, Président de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Guyane.....	4
III.	Contributions d'ouverture.....	5
1)	Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Maripasoula.....	5
	Manuel LLOPIS, coordonateur du programme de réussite éducative de Maripasoula	5
2)	Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Saint-Laurent.....	7
	Sandrine LOUISET, directrice de l'association INPACT et du CAARRUD INPACT	7
3)	Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Cayenne.....	11
	Yves-André CHENEY, Administrateur du Samu social de l'île de Cayenne	11
4)	Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Saint-Georges.....	12
	M. Réginaldo GRAÇA-ESTEVAO, Directeur du CCAS de Saint-Georges-de-l'Oyapock, représentant de Mme MATHURIN-BROUARD, Maire de Saint-Georges	12
5)	Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Kourou.....	14
	Estelle JEANNEAU, Directrice générale de l'association AKATI'J.....	14
IV.	Echanges à la recherche de recommandations.....	15
V.	Clôture du débat	24
1)	Synthèse des recommandations.....	24
	Yves BHAGOOA, Président de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie en Guyane.....	24
2)	Discours de clôture	25
	Philippe DAMIE, Directeur général de l'Agence Régionale de la Santé de Guyane	25

I. Ouverture

Introduction de M. MARKOUR, modérateur du débat public

Mesdames, Messieurs bonsoir,

Je vous remercie d'assister à ce débat public organisé par la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie qui a pour thème « conduites addictives et comportements transgressifs chez les jeunes : pourquoi ? Regards croisés ».

M. Jean-Etienne ANTOINETTE, Sénateur-maire de Kourou nous adressera tout d'abord quelques mots de bienvenue. Puis, M. BHAGOOA, Président de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie nous dira ce qu'il attend de ce débat et les quelques règles à respecter. Le débat de ce soir a été précédé par la tenue de cinq ateliers décentralisés, dont les travaux nous seront rapportés par les référents correspondants. Ce sera ensuite à vous de nous faire part de vos questions et observations, dont M. BHAGOOA fera ensuite la synthèse. M. Philippe DAMIE, Directeur régional de l'ARS, nous adressera enfin quelques mots pour clôturer ce débat.

1) Mot de bienvenue, M. Jean-Etienne ANTOINETTE, Sénateur-maire de Kourou

Jean-Etienne ANTOINETTE, Sénateur-maire de Kourou

Je salue M. BHAGOOA, M. LABRADOR et autres élus du Conseil Régional, M. DAMIE. En ma qualité de Sénateur-maire de la ville de Kourou, permettez-moi de vous citer François de La Rochefoucauld : « La jeunesse est une ivresse continuelle, c'est la fièvre de la santé, c'est la folie de la raison. » Cet auteur français du 17^e siècle, pourtant grand moraliste, avait pour idée de dédouaner certains comportements spécifiques appelés « folie de la jeunesse », afin de les montrer comme un passage obligé vers un âge adulte, plus serein, apaisé. Néanmoins cette citation m'interpelle en ce sens qu'elle réunit les termes « ivresse », « folie » et « santé ». Autant de dimensions qui nous réunissent aujourd'hui, dans cet espace démocratique dont je l'espère, bien au delà des mots, se déclinera un avenir plus sûr pour les jeunes de Guyane et de Kourou en particulier.

Pour avoir participé au vote de la loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST), je me félicite que se tienne à Kourou cette rencontre territoriale qui s'attache à développer deux problématiques fortes : la santé mentale via les troubles du comportement et la santé des jeunes. Deux problématiques qui n'en forment qu'une, tant nous savons que nous devons tout mettre en œuvre pour que cette jeunesse aille bien. Elle est le ciment du développement de notre territoire. Mais pour agir, il nous faut d'abord prendre la mesure des problèmes, les identifier, les prioriser, les traduire en objectifs opérationnels et enfin évaluer l'impact des actions

entreprises par les acteurs de la santé publique. Chacun ce soir, fort de ses expériences, de sa culture, de sa profession et de ses connaissances, permettra d'aller dans ce sens. Des regards croisés, mais aussi des actions croisées conjointes.

Des statistiques multiples existent sur la consommation d'alcool chez les jeunes, les comportements violents, le nombre de toxicomanes. D'autres statistiques nous disent que certains jeunes vont bien, qu'ils réussissent dans leur parcours professionnel, qu'ils sont heureux dans leur vie de famille. D'autres encore nous disent que la délinquance, les excès en tout genre sont en forte augmentation. Syndrome d'une société qui va mal, d'une société qui a mal.

En tant que législateur, on pourrait penser que j'associe prioritairement la transgression à la loi. Si la relation existe de fait, je vois davantage dans cette attitude chez les jeunes comme les moins jeunes, la volonté d'aller toujours plus loin, de tester ses limites et les limites de la société face à des transgressions qui demeurent profondément initiatiques. Si cette problématique n'est pas correctement appréhendée ou bien prise en charge par un système adapté, elle peut de façon pernicieuse devenir un véritable mode de communication, un mode relationnel, un mode de vie en somme. Les conduites addictives répondent bien sûr à la même logique. Fortement indépendant, les professionnels de santé nous répondront lequel est la cause lequel la conséquence, du comportement transgressif et de l'addiction. Nous parlerons également plus généralement des comportements à risque, de plus en plus évolutifs. Les parents nous parleront de mimétisme, d'effet d'entraînement, de déculturation parfois. Les sociologues nous évoqueront les conduites à risque comme un mode de socialisation. Pour ma part, en tant qu' élu, je m'engage à porter au plus haut niveau les conclusions de vos travaux. De la jeunesse de La Rochefoucauld à la jeunesse actuelle, que faut-il en tirer ? Sachant que les principales causes de morbidité sont les accidents de la circulation, les traumatismes et les tentatives de suicide. Certaines analyses diront que le risque véritable chez le jeune tient à la fréquence de ce comportement à risque, d'occasionnel à régulier. Qu'en est-il ? D'autres privilégieront le poids des facteurs de risque : l'âge de la première fois, la poly-addiction, l'environnement socio-économique du jeune. Quoiqu'il en soit, l'enjeu est crucial, car si nous savons à quel point cette problématique peut mener à des drames humains individuels et collectifs, nous savons également que c'est à ce moment de la vie, plus qu'à tout autre, que les attitudes sont réversibles. Pour finir, une de mes collègues disait souvent : « De notre jeunesse, nous sommes tous responsables, prenons soin d'eux. »

II. Les règles du débat public

1) Règles et enjeux du débat public

Yves BHAGOOA, Président de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Guyane

Monsieur le Sénateur-maire de la ville de Kourou, monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé (ARS), messieurs les élus, mesdames et messieurs les représentants des services, des

institutions et du secteur associatif, mesdames et messieurs membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, la jeunesse guyanaise. Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de votre présence qui nous reconforte dans notre action pour ce premier débat public en santé. Je remercie le Sénateur-maire de la ville de Kourou pour sa présence et la mise à disposition du pôle culturel ainsi que pour son accueil. Je remercie également monsieur Elie MARKOUR, membre de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) et modérateur du débat de ce soir, également vice-président de la commission du droit des usagers.

Cette conférence régionale de santé a été mise en place par la loi HPST en 2009. Elle est la traduction de la démocratie sanitaire qui vise à associer l'ensemble des acteurs du système de santé dans la mise en œuvre de la politique de santé dans un esprit de dialogue et de concertation. Elle donne son avis sur le Projet Régional de Santé (PRS) et ses composantes, elle assure le suivi de ce dernier, elle établit chaque année un rapport sur le respect des droits des usagers, ainsi que son rapport d'activité annuel. Tous ces documents sont disponibles sur le site de l'ARS. Mais aussi, la CRSA doit organiser chaque année un débat public en santé, c'est ce qui nous rassemble aujourd'hui. Ce débat obéit à des règles dictées par la Conférence Nationale de Santé. Il permet à la CRSA de s'approprier un sujet de son choix, d'entendre le public sur ce thème, de répondre à ses questions et d'émettre à l'intention des pouvoirs publics des recommandations en la matière. Concernant le choix du sujet, ce débat ne vise pas à faire un état des lieux sur la question de l'addiction, déjà fait par ailleurs ; il ne vise surtout pas à stigmatiser la jeunesse mais bien au contraire à l'écouter. Enfin, il ne s'agit pas de porter un quelconque jugement de valeur mais de comprendre ou tout simplement d'entendre. En ce qui concerne les recommandations, elles seront élaborées à partir des discussions de ce soir, adoptées par la CRSA courant mars 2013, puis transmises aux autorités publiques. Elles feront l'objet d'un suivi et seront rendues publiques.

Pour finir, il m'appartient de rappeler les règles qui doivent présider à nos travaux : la neutralité de l'animation (rôle de M. MARKOUR) ; l'identification des intervenants avant chaque intervention ; le non-jugement, la bienveillance et le respect mutuel ; faire des propositions et des critiques argumentées et enfin, l'expression sera limitée à deux minutes par intervention. Avant toute discussion je souhaite rappeler que la santé est un état complet de bien-être physique mental et social et ne consiste pas seulement à une absence de maladie ou d'infirmité.

III. Contributions d'ouverture

1) Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Maripasoula

Manuel LLOPIS, coordonateur du programme de réussite éducative de Maripasoula

Je remercie tout d'abord la CRSA d'avoir donné la parole à la commune de Maripasoula qui, je le rappelle, constitue une des communes enclavées de la Guyane. Je tenterai aujourd'hui de rapporter la parole des jeunes que nous avons entendue lors des ateliers décentralisés. La première difficulté dans ce travail a été de mobiliser les acteurs locaux. Il faut savoir que les

acteurs de Maripasoula sont souvent sollicités pour des diagnostics et des études, et peu de retours leurs sont communiqués, ce qui provoque un mécontentement général. Nous avons tout de même réussi à réunir deux ateliers d'échanges avec les jeunes, tant il est essentiel de leur donner la parole et d'essayer de les faire s'exprimer sur un sujet comme la santé.

Le premier groupe était composé de six jeunes collégiens de l'internat d'excellence, avec une moyenne d'âge de 14 ans. Le deuxième était composé de sept jeunes d'en moyenne 22 ans. Onze professionnels ont également participé à l'atelier qui a eu lieu ensuite. Il est important de souligner que la communauté amérindienne n'a pas été représentée dans les discussions. De la même manière, le groupe des plus âgés ne comptait aucune fille. Le résultat de ces discussions sera donc partiel.

Concernant les discussions entre les jeunes, il est à noter qu'en général ils identifient très bien les risques (sexuel, l'alcool, la drogue, l'argent facile). Seul le groupe des plus jeunes ont identifié comme risques supplémentaires la violence et la traversée du fleuve.

Dans mon exposé je soulignerai les éléments surprenant, qui peuvent différer du travail de prévention qui est réalisé avec les jeunes habituellement. Par exemple, pour le groupe des plus âgés, le risque sexuel est apparu comme négatif dans le sens où il peut amener à être parent et à ne pas pouvoir subvenir aux besoins de l'enfant. Cependant, le risque lié à la transmission des maladies sexuellement transmissibles n'a pas été évoqué.

Dans le groupe des plus jeunes, les jeunes filles ont abordé la thématique de la violence sexuelle. Les garçons ne se sont pas exprimés sur ce thème. Les jeunes filles ont également noté que ce type de violence concernait non seulement les hommes plus âgés envers les petites filles mais également les femmes plus âgées envers les jeunes garçons.

L'argent facile est un sujet qui est apparu dans les deux groupes, sous l'aspect de la recherche d'argent entraînant des actions illicites, comme le vol, les cambriolages, mais également la prostitution occasionnelle pour les jeunes filles.

La traversée du fleuve pour se rendre au Surinam représente un risque pour le groupe des jeunes collégiens, notamment à cause de la vente de produits interdits au public jeune en France.

Nous avons également mis en lumière le fait que pour les jeunes, prendre des risques est de l'ordre de la normalité. Cela provoque du plaisir, de l'adrénaline, cela donne le sentiment d'exister. Pour les plus âgés, il n'y a pas de transgression car « tout est écrit », il y existe une notion de fatalité. La culture et les croyances de Maripasoula ont longuement été discutées dans le groupe des plus âgés et notamment sur le fait qu'un jeune doit continuer ce qui a été commencé par les ancêtres. A travers ce devoir et grâce à des remèdes et des potions ils sont protégés de tout danger. Ils ont évidemment conscience que les potions ne protègent pas de tout (notamment du sida). Ils ne sont pas non plus dans une attitude de non contrôle car par exemple lorsqu'ils prennent une potion, ils demandent à la personne qui l'a préparée de la goûter avant.

La question des parents est un point essentiel sur Maripasoula, car pour la majorité ils n'ont pas vraiment conscience de ce que peut être le rôle éducateur. Pour le groupe des collégiens, les parents sont bien identifiés comme encadrant et détenteur du « wipi », (le bâton en aluku) qui

sert de punition lorsque le jeune défi l'autorité parentale. Les plus âgés, qui ont déjà subit le wipi, se trouvent dans une phase d'analyse du comportement des parents qui sont souvent démissionnaires. Dans ce cadre, ils vont même jusqu'à proposer que les parents reçoivent à leur tour le coup de wipi, par exemple en supprimant les allocations familiales.

Les messages de prévention sont plutôt bien intégrés chez les jeunes, on peut le voir dans le vocabulaire qu'ils utilisent. Les jeunes filles n'ont plus forcément envie d'être mère très jeune et les moyens de contraception sont connus de tous. D'ailleurs pour le groupe des jeunes adultes, la prise de risque s'arrêterait lorsque le premier enfant né.

2) Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Saint-Laurent

Sandrine LOUISET, directrice de l'association INPACT et du CAARRUD INPACT

Je souhaiterais remercier au nom de tous les professionnels qui ont participé à cette aventure, tous les jeunes qui nous ont confié leurs paroles. Merci pour leur confiance, leur simplicité et leur regard sur la société guyanaise. Les délais pour mettre en œuvre les ateliers décentralisés étaient particulièrement courts et relevaient du défi. Néanmoins les acteurs de Saint-Laurent ont su s'organiser rapidement et on définit les modalités adaptées pour mobiliser les jeunes grâce à leur expertise de ce public. Ils ont adapté les outils proposés par Guyane Promo Santé en fonction des dynamiques de groupe. De nombreux professionnels appartenant à l'éducation nationale, aux services de l'Etat, du Conseil Général, des associations et des établissements médico-sociaux étaient présents. Au total huit groupes de parole entre jeunes se sont constitués à Saint-Laurent-du-Maroni et Mana. Malheureusement nous n'avons pas pu mener le projet sur la commune d'Apatou, du fait de l'absence d'infirmière scolaire. Bien que les animateurs aient posé le contexte d'animation, les prises de paroles n'ont pas toujours été évidentes. Le démarrage a parfois été long ou timide, pour certains cela a suscité de la méfiance, pour d'autres de la révolte.

La restitution de la parole des jeunes.

- Lycée Lumina Sophie : six filles et deux garçons se sont réunis sur la base du volontariat, pendant le déjeuner avec un repas offert par l'établissement. Moyenne d'âge, 17 ans. La méthode du brainstorming a été utilisée pour sonder les connaissances de la prise de risque : alcool, drogue, sexe, insulter les adultes, faim, accidents de la route, force, vitesse, délits, tomber, tomber enceinte, attraper le sida, délires. Les éléments précédents ont fait l'objet d'une classification par thème : la sexualité, l'attitude, volontaire/involontaire, la sécurité, la conscience/l'inconscience.

Pour définir la prise de risque ils ont dit : « faire une bêtise, une action, une erreur, un geste en connaissance de cause, se mettre en danger, le hasard de la vie, prendre le bon ou le mauvais, ne pas réfléchir. Le risque a toujours un côté positif et un côté négatif, pour savoir ce qu'il y a après, pour s'amuser, pour soulager quelque chose qu'on a pas, l'adrénaline, l'excitation, curiosité face à l'inconnu, montrer aux autres sa valeur, marcher vers l'inconnu, se sentir mieux et être capable, un défi ». A la question, quelles peuvent être les solutions, ils ont répondu : « se protéger, faire attention, réussir, un

mal pour un bien, être d'accord avec les adultes, trouver un travail, avoir une situation familiale stable, réussir un but, éviter l'influence, se contrôler, écouter, se rappeler qu'on est encore que des adolescents ».

L'information principale qui a mené la discussion est le côté positif de la prise de risque : « pour réussir ce que l'on veut, il faut parfois prendre des risques ».

- Collège Leo Othily : trois groupes ont été constitués composés de dix jeunes avec une moyenne d'âge de 13 ans. Dans un premier temps, il a fallu définir les mots suivants : transgression, addiction et conduite.

A la question qu'est-ce qu'un risque, ils ont répondu : « sécher les cours, boire de l'alcool, un homme âgé qui sort avec une jeune fille, les personnes qui fument de la drogue ».

, Pour les filles interrogées, la question des jeunes filles ayant des relations avec des hommes plus âgés correspond à la notion de viol et de danger. Au contraire, dans le sens inverse, pour les garçons interrogés, une femme âgée qui a des relations avec un jeune garçon revêt un côté positif avec la notion de plaisir et d'argent. La discussion a également abordé le phénomène du tirage. Les jeunes interrogés connaissent cette pratique mais observent que cela n'existe pas à Mana. Cependant, pour ceux qui connaissent, cela procurerait du plaisir : « les cheveux au vent, ça permet de semer les gendarmes ». Les jeunes ont noté le lien entre la consommation d'alcool et le tirage : ils pensent qu'avec l'alcool l'impression du danger diminue. Les jeunes ont évoqué une consommation d'alcool dans l'enceinte du collège et le week-end « parce qu'il n'y a rien à faire ». Par ailleurs, la consommation de marijuana (« kali ») est perçue comme naturelle et sans aucun danger contrairement à l'alcool. Les animateurs ont regretté une séance trop courte (une heure) mais ont apprécié la spontanéité de la démarche.

- Le Service de protection de la jeunesse : un groupe composé de sept garçons, placés sous ordonnance 45. Moyenne d'âge 15 ans. Ce groupe a soulevé de prime abord le problème de la confidentialité dans leur liberté de parole. Après définition des modalités, les discussions ont commencées, amères, violentes, parfois ponctuées par des dessins, quelques mots sur des post-it. Les discussions ont permis d'observer que ces jeunes ont souvent été victimes de discrimination ; qu'il existe souvent une absence d'un référent solide qui serait en mesure de leur transmettre des savoirs être et des savoirs faire ; que la transgression n'existe pas réellement en Guyane car ils ne voient pas les limites. A de nombreuses reprises, ils ont comparé le système d'application de la loi au Surinam et en Guyane.

- La mission locale régionale de Guyane : deux groupes de deux et douze jeunes d'une moyenne de 18 ans. Dans ce cadre institutionnel les délais trop courts ont été un frein important.

A la question qu'est ce qu'une prise de risque, ils ont répondu : « prendre la décision de faire quelque chose (exemple : donner à quelqu'un que tu ne connais pas la clé de ta maison) ; avoir des enfants car il faut pouvoir les accueillir ; entrer en relation avec quelqu'un : nous ne connaissons pas la personne et nous devons apprendre d'elle».

L'addiction a été définie comme dépendance à un produit, à un geste, à une chose ou à quelqu'un. Si on ne se procure pas ce produit, un manque se crée. Exemples d'addictions : « écouter de la musique, jouer avec mon portable, internet, facebook, chanter, dormir, manger, cuisiner ». Entre la réponse au besoin, la connaissance de leur environnement et l'inscription dans le temps et les nouvelles technologies, ces jeunes ont une prise de conscience.

Concernant les conduites addictives ils déclarent : « boire, fumer ? Pourquoi ne pas le faire puisque tous les adultes le font et ils ne se cachent pas ; les stars aussi nous montrent l'exemple ; les adultes vendent de l'alcool à des jeunes ; nous commençons très tôt à consommer de l'alcool, de la drogue et du sexe ; on est aussi maman très tôt ; prendre un risque c'est transgresser la norme, la limite ; les jeunes n'écoutent pas les adultes mais les adultes n'écoutent pas non plus les jeunes ; conduire sans permis. »

Les jeunes n'ont fait aucune référence au sida et aux Infections Sexuellement Transmissibles (IST). Même quand elle est définie, la loi n'est pas appliquée, elle est vécue comme arbitraire et traduite comme une injustice. A travers leurs paroles les jeunes nous rappellent que par leur vision du monde des adultes, les enfants sont aussi dans une imitation de façade. La communication est souvent vécue comme difficile et inexistante entre les parents et les enfants. La transmission des savoirs est possible lorsque nous avons intégré les connaissances. Or pour la plupart de ces jeunes il n'y a pas de transmission des savoirs, de savoir faire ou de savoir être. La limite est pourtant marquée dès le départ par la négation et elle semble rassurer. « Pourquoi il y aurait une transgression madame, puisqu'il n'y a pas de limite ? »

- L'institut de formation de Saint-Laurent (IFSL) : un groupe composé de huit jeunes, moyenne d'âge 19 ans. L'élément essentiel de la discussion a été leur place dans la société en termes d'emploi ou de formation. Ils ne voient pas d'opportunité pour améliorer leur futur. La priorité semble être l'argent et les moyens de s'en procurer pour consommer de la mode, des nouvelles technologies, du plaisir. Les questions de rapport à la loi et la légèreté de son application en Guyane, le respect des droits de l'homme, l'idée des « autres » comme défailants sont également apparues dans la discussion ainsi que celle de la parentalité.

Des difficultés de dire et d'entendre. Le regard de ces jeunes sur les conduites addictives : l'impression du développement de la force avec la consommation d'alcool. Cependant les choses évoluent sur Saint-Laurent, les commerçants vont être convoqués par la mairie pour aborder le thème des licences pour la vente de boisson. En outre, on sait qu'il existe des points de vente d'alcool illégaux. La consommation de tabac liquide est peu présente chez les jeunes interrogés. Cela semble être une pratique médicinale plutôt réservée aux adultes, même si certains jeunes l'utilisent pour l'effet de défonce qu'il procure. La plupart ont surtout un questionnement sur les conséquences de sa consommation. Les professionnels observent par ailleurs que l'argent est de plus en plus présent dans les jeux auxquels se livrent les jeunes : tirage, organisation de combats gérés par des adultes.

Dans les discours des jeunes, il apparaît clairement un problème au niveau de l'adulte référent familial ou institutionnel. Ce dernier ne joue pas son rôle de transmission. En effet, il y a un

décalage entre ce qui est demandé et ce qui est fait. Les jeunes ne voient pas pourquoi ils obéiraient à un adulte qui ne fait pas ce qu'il dit. Il existe un manque de cohérence entre le rôle de l'adulte et les devoirs afférents aux jeunes. Il y a de moins en moins de modèle et de repère. Le rôle des adultes est donc remis en question.

Le discours des jeunes interrogés s'est avéré plein d'angoisse et de mal-être. Souvent, lorsqu'une personne est violente (dans les paroles, les gestes) elle génère de la violence elle-même et chez l'enfant qui se trouve dans une position d'infériorité, la violence est absorbée et ressort à un moment donné. Les jeunes ont révélé qu'il y avait beaucoup d'agressions et de bagarres entre eux pour cause de discrimination. Ils ont également observé que lors de scène de violence, les adultes n'interviennent pas toujours. Ils assistent donc à une banalisation de ce genre de pratique.

Le passage d'une société traditionnelle à une société plus urbaine a créé des troubles notamment dans la temporalité de la vie. Ce qui structurait la vie quotidienne auparavant chez les Amérindiens, les Bushinengués ou les Créoles a disparu et aujourd'hui ces populations cherchent de nouvelles activités pour retrouver une structuration. La télévision prend alors beaucoup de place et influence les jeunes (sexe, argent, cruauté, ...). Les mentalités n'ont pas non plus changées et les parents sont absents au niveau de la surveillance de leurs enfants, pensant que d'autres adultes prendraient le relais comme auparavant (voisins, oncles,...). Or les enfants sont laissés seuls et développent une relation de dominant/dominé entre eux. La communication avec la famille est rompue et certains parents n'ont plus le courage de s'opposer à leurs enfants. Au vu du discours des jeunes, il paraît essentiel de refixer des limites, un nouveau cadre.

Certains jeunes s'inscrivent dans la prise de risque et sont endoctrinés par un culte magico-religieux qui est transmis via les familles, les voisins, les amis, la communauté bushinenguée. Le passage de la drogue du Surinam vers la France métropolitaine est une prise de risque valorisée par ce culte et par les familles car cela génère un apport financier important et fait l'objet de pratiques rituelles (bains, scarifications, chants). Ces jeunes sont souvent récidivistes. Cette pratique est vécue comme une norme puisque toute la famille est impliquée. Dans cet exemple, il est fortement démontré que l'influence des pairs et le mimétisme est un des phénomènes qui explique les prises de risque chez les jeunes. Le manque d'opportunité pour ces jeunes peut expliquer en partie leur préférence pour cette pratique, même après avoir été sanctionné. Il semble donc essentiel pour développer une approche avec les jeunes, de les aborder dans leur cadre familial, scolaire et institutionnel, ainsi que dans le cadre de la rue dans laquelle ils vivent tous les jours et où ils subissent de nombreuses influences.

Certains jeunes se voient porter de nombreuses responsabilités dès un jeune âge, et cela ne leur permet pas de se développer en toute sérénité. La démission volontaire ou contrainte des parents crée un véritable problème de société dont la puissance est renforcée par l'âge toujours plus jeune des premières grossesses. Le phénomène de la déculturation des jeunes notamment à l'école peut poser des difficultés quant à la délivrance de certains messages, au niveau de la santé par exemple. Il arrive que la transgression permette de vaincre la peur et la honte chez un jeune et que cela devienne comme une drogue.

La Guyane a évolué trop rapidement sur le plan démographique et certains traumatismes n'ont jamais été évoqués (guerre du Surinam entre autres), ce qui a provoqué des ressentiments et de

la peur, sentiments qui ont été transmis aux autres générations. Il est important que l'adulte retrouve sa place dans la société et que la connaissance soit développée pour permettre aux jeunes de revaloriser leur estime de soi. Le dépassement des difficultés en termes de prise en charge et le panel de professionnels à développer sont deux axes fondamentaux pour améliorer l'écoute des jeunes sur le territoire de Saint-Laurent et alentours. Certaines structures d'accompagnement des jeunes nécessiteraient un turn-over moins important permettant ainsi un suivi à long terme plus efficace.

Quelques propositions pour finir : Remettre en question la position de l'adulte (perte de l'adulte référent) / mettre en place un travail d'éducation de rue / développer l'éducation populaire / mettre en place des programmes de revalorisation des savoirs ancestraux / développer une meilleure reconnaissance des systèmes de vie des différentes communautés / éviter le non-intervionnisme des adultes (idée de responsabilité générale) / prendre en compte la culture de chacun pour délivrer des messages / développer le panel de professionnels et la prise en charge des jeunes pour améliorer leur accompagnement / transmettre, accompagner, entreprendre.

3) Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Cayenne

Yves-André CHENEY, Administrateur du Samu social de l'île de Cayenne

Il y avait au départ deux groupes de parole jeunes entre 18 et 25 ans avec au total une quinzaine de personnes. Il y avait surtout un grand nombre de professionnels qui travaillent avec la jeunesse. Nous avons pris l'option de rassembler les informations et de tenter de les interpréter. La synthèse des travaux de l'atelier est présentée sur le diaporama. Il est à noter le nombre important d'items concernant la parentalité : « agir avec les parents, lutter contre l'illettrisme, mettre en place l'école des parents, mener des actions de proximité, etc. ».

Ensuite, avec les professionnels, nous avons entamé une réflexion sur les différentes transgressions et le rôle de la prévention : problème de transmission des valeurs assurées par les parents vis-à-vis des jeunes ; vulnérabilité et fragilité des parents, entre autres. Cela peut être expliqué par le fait que certains parents ne professent pas les valeurs de référence appartenant à la communauté dans laquelle ils évoluent, ou bien que la transmission éducative ne fonctionne pas suffisamment bien. Les professionnels ont souligné l'aspect multiculturel de la communauté guyanaise. L'attitude un peu en retrait de certains parents montrent qu'il faut travailler sur le renforcement de la parentalité, ce que les jeunes présents dans l'atelier soutenaient.

Les comportements transgressifs nécessitent leur identification et leur modification. En général les jeunes connaissent assez bien les prises de risques liées à un certain nombre d'actes de prévention, même si le plaisir est véritablement lié à la prise de risque ainsi qu'à l'impression d'exister. Les comportements transgressifs posent le problème d'une morale du bien et du mal et de l'ajustement comportemental. Cela peut passer par une explicitation du risque et puis souvent par une injonction pour se détourner du danger ou du risque. La difficulté peut être en ce que le rappel moral est utilisé très couramment à la fois dans les institutions et dans les familles.

Dans ce milieu multiculturel certaines personnes sont en conflit sans le savoir avec la morale impulsive du groupe, ce qui pose le problème de l'intégration des jeunes dans son groupe d'accueil, ainsi que le problème du relativisme culturel. Par exemple l'âge de la maturité sexuelle n'est pas égale partout.

Autre problème, celui de la transmission sociale des valeurs : nous sommes manifestement dans un système où l'on valorise l'individualité et la prise d'autonomie si bien que le contenu éducatif des productions médiatiques tend à s'adresser à l'esprit critique de l'individu, à sa capacité d'analyse et à sa liberté de choix. L'égalité devant ces capacités d'analyse est variable, certains sujets font donc des choix inappropriés. Ces sociétés post-industrielles, où les idées libérales s'infiltrent de plus en plus, mettent en scène des individus de type héros qui rentrent dans des combats épiques où certaines transgressions sont valorisées. Evidemment les actes de délinquance sont valorisés dans ce système. L'éducation implicite promeut la capacité de choix sans se préoccuper de savoir si le sujet a ou non l'aptitude, si bien que l'éducation et la prévention des risques voient leur efficacité diminués devant la valorisation des mêmes situations à risques. Voici les commentaires que nous pouvions faire sur les informations qui ont été recueillies dans l'atelier de Cayenne.

4) Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Saint-Georges

M. Réginaldo GRAÇA-ESTEVAO, Directeur du CCAS de Saint-Georges-de-l'Oyapock, représentant de Mme MATHURIN-BROUARD, Maire de Saint-Georges

A Saint-Georges, nous avons essayé d'avoir une démarche au plus près des jeunes. Nous avons dans un premier temps élaboré trois groupes : les jeunes du collège Constant Chlore (12 à 14 ans), de la Maison Familiale et Rurale (MFR) à Régina (18 à 20 ans) et de la mission locale de Saint-Georges avec quelques jeunes que nous avons abordés près d'une épicerie, en état d'ébriété (16 à 24 ans).

C'était pour nous l'occasion d'échanger avec eux sur des aspects concrets de leur quotidien. La première question était : qu'est-ce qu'une conduite addictive ? De manière générale nous retrouvons des éléments de réponse similaires dans les trois groupes. Cependant, concernant les jeunes du collège, les risques les plus importants étaient la consommation d'alcool, l'abus sexuel et la drogue. Les jeunes de la MFR eux, ont souhaité faire apparaître des choses plus complexes comme le piercing ou le sida. Au niveau des jeunes de la mission locale, leur préoccupation principale était plutôt l'absence d'activité professionnelle.

Les jeunes ont donc mis en avant que l'absence d'exemple à l'école, l'absence d'encadrement des parents et l'absence d'opportunité professionnelle provoquent chez certains d'entre eux des comportements à risque.

De même, l'absence de réponse institutionnelle en termes de structures médico-sociales ou d'accompagnement, engendre une recherche d'autres moyens pour trouver de la force, répondre à des situations difficiles et s'évader. D'ailleurs, la consommation de kali est vue de manière extrêmement positive dans ce cas.

La définition des conduites à risques pour les jeunes a été : « toutes les conduites qui nuisent à la santé de l'être vivant » ; « on pense qu'on a le droit de faire ce qu'on veut et on le fait inconsciemment » ; « conduites qui sortent du contexte de la loi ».

Il y a pour les trois groupes une approche différente en fonction de leur maturité, de leur situation et de l'exemple qu'ils ont au quotidien. Cependant, la consommation d'alcool a été le risque le plus mis en avant de manière générale. Les collégiens ont notifié une consommation dans l'enceinte de l'établissement, alors que pour les jeunes de la mission locale, l'absence de travail provoque la consommation d'alcool.

A la question pourquoi un tel comportement, ils ont répondu : « pas d'encadrement des parents, pas d'exemple viable proposé, pour combler un manque, pour s'amuser, parce que c'est normal. » En effet, la consommation d'alcool est perceptible à tout moment dans la commune notamment lors du versement des allocations familiales. A Saint-Georges, beaucoup de familles doivent faire face à des difficultés financières. Les acteurs locaux peinent à apporter des réponses adaptées au problème de l'alcool. Ces réponses doivent tenir compte de l'aspect culturel de chaque communauté. Ainsi, les acteurs qui interviennent doivent avoir une démarche participative avec les usagers pour que les actions soient intégrées par la population et qu'elles soient pérennisées dans le temps.

Les jeunes ont fait des propositions assez lucides quant à la problématique proposée : accompagnement, prise en charge, sanction, orientation. Au niveau du bassin oyapockois, nous accusons un retard considérable en termes d'établissements médico-sociaux, d'établissements d'orientation et de prise en charge. Les jeunes ont bien identifié ces problèmes ainsi que l'éloignement du littoral et la difficulté de déplacement pour avoir accès à ce type de structure.

Les professionnels ont également fait des propositions : la mise en place d'actions de sensibilisation et d'actions avec les parents ; l'ouverture d'un poste d'infirmier spécialisé en addictions ; le développement d'une stratégie d'intégration des travailleurs sociaux sur du long terme (logement, accompagnement).

Les acteurs locaux mobilisés nous ont rappelé qu'ils avaient déjà participé à de nombreuses réunions de ce genre et qu'ils ne souhaitent plus de discours mais des actions. Enfin, nous avons informé les jeunes et les acteurs locaux que le Centre Communal d'Action Sociale est en court de développement et que le projet principal en ce moment est la mise en place du pôle d'accompagnement social en collaboration avec le Conseil Général. Nous avons aussi indiqué aux jeunes que nous mettrons prochainement en place le Point d'Information Jeunesse (PIJ) avec lequel des actions de prévention seront menées à destination du public jeune.

5) Retour sur les ateliers jeunes et professionnels de Kourou

Estelle JEANNEAU, Directrice générale de l'association AKATI'J

Beaucoup de choses ont déjà été dites et je ne souhaiterais pas les répéter, je vais donc me concentrer sur la présentation de la méthode qui a été mise en place à Kourou. Une première rencontre entre professionnels de terrain a eu lieu en octobre 2012 et quatre groupes de parole se sont créés par la suite avec la mission locale, le collège Schoelcher, le Contrat Urbain de Cohésion Social (CUCS) et le Programme de Réussite Educative (PRE). La majorité des groupes ont été co-animé par le Centre de Soins d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) géré par l'association AKATI'J. Ces ateliers ont réunis 55 jeunes de 12 à 25 ans. La méthode qui a été utilisée a été la suivante : définition de la transgression et des addictions ; temps ludique pour créer du lien et libérer la parole ; définition de la prise de risque avec des mots en pagaille ; classification des transgressions avec des liste d'exemples ; rédaction de questions présentées ensuite par les jeunes lors de l'atelier entre professionnels.

Je souhaiterais remercier les jeunes de Kourou qui ont su se mobiliser dans un temps très court. Globalement, on peut constater que l'alcool est très banalisé mais que les jeunes sont conscients des conséquences négatives des addictions. Ils ont employé des termes comme : « la déchéance, la mendicité, la destruction de la santé, la souffrance familiale ». Les jeunes ont exprimé leur besoin d'écoute, d'aide et de conseils.

« La société veut-elle réellement que les jeunes s'en sortent ? », disent-ils et également : « que faire pour que les adultes soient plus à l'écoute des jeunes ? » ; « que faire pour que les adultes ne jugent pas les jeunes sur leur seule apparence ? » ; « pourquoi les parents ne jouent-ils pas leur rôle éducatif ? » ; « comment faire pour que les parents assument leur rôle éducatif ? ».

De manière générale, à la question qu'est-ce qu'une prise de risque, les jeunes ont répondu : « l'alcool, la drogue, les risques sexuels », ils ont tous observés que la prise de risque n'est pas forcément négative mais qu'elle procure également un certain plaisir. Pour expliquer ces comportements à risque les jeunes ont cité « l'imitation des pairs et des adultes, la volonté d'intégration, l'ennui, les difficultés familiales », venant ainsi interroger la position défaillante de l'adulte référent (qui n'est pas toujours le parent). L'institutionnel a beaucoup été remis en question le jour de l'atelier entre les professionnels. Il existe manifestement une rupture dans le dialogue entre l'adulte référent et les jeunes qui sont à la fois en perte et en recherche de repères. Il faut cependant noter que la période de l'adolescence est propre à ce type de rupture. Elle nécessite néanmoins un accompagnement de la part de l'adulte.

L'atelier entre les professionnels et les jeunes nous a montré que même si certains jeunes sortent avec des diplômes du système scolaire, il est difficile pour eux de trouver du travail et ce manque vient souvent perturber leur devenir et peut éventuellement provoquer certaines transgressions et conduites addictives.

Pour finir, voici les propositions qui sont ressorties des travaux lors de l'atelier de Kourou : donner des règles (Education Nationale, autorités, parents) ; créer des espaces d'expression (maison de quartier, animations socio-culturelles) ; développer un accompagnement

psychologique ; appliquer la loi sur l'égalité des chances ; sensibiliser sur le rôle des parents ; travailler sur l'axe parentalité ; améliorer la communication entre les institutions, les parents et les jeunes ; prendre en compte la mixité culturelle et revaloriser les savoirs faire de chaque communauté ;développer l'éducation populaire et la médiation culturelle.

IV. Echanges à la recherche de recommandations

Micheline BEHRA, responsable de l'antenne de l'Aide Sociale à l'Enfance à Kourou

J'ai entendu presque chaque intervenant dire qu'il n'y avait pas d'encadrement des parents, alors je voudrais savoir si ce sont les parents qui n'encadrent pas les enfants ou si ce sont les parents qui ne sont pas suffisamment encadrés pour éduquer leurs enfants ?

Manuel LLOPIS, coordonnateur du Programme de Réussite Educative à Maripasoula

Les parents sont effectivement encadrés puisqu'il existe un PRE dans presque toutes les villes, pour lequel l'axe parentalité est fortement développé. Il est vrai que culturellement les parents ne jouent pas forcément ce rôle d'encadrement, mais le PRE de Maripasoula travaille sur cette thématique en intégrant bien sûr le côté culturel. En effet, dans la communauté Aluku par exemple, les enfants sont éduqués d'une certaine manière qui diffère des standards européens. Nous tenons donc compte de ces différences pour essayer de transmettre aux parents des notions sur l'éducation de leurs enfants. Dire que les parents ne sont pas encadrés, ce n'est pas vrai, mais cette action nécessite du temps.

Estelle JEANNEAU, directrice générale de l'association AKATI'J

Est-ce que ce sont les parents qui doivent être encadrés ? Ce que les jeunes voulaient faire remonter, dans les ateliers de Kourou, c'est qu'il existe une défaillance sur le rôle et le positionnement des parents dans le système éducatif.

Pascale AGBOKANZO, infirmière scolaire au collège G. Holder à Cayenne

Au vu de mon expérience d'infirmière scolaire, j'ai pu constater qu'à chaque fois qu'une décision était prise concernant l'orientation d'un enfant, les parents étaient systématiquement intégrés au projet. Selon les cultures et selon les capacités d'analyse des parents, il arrive que nous constatons que certains parents s'impliquent plus ou moins voire pas du tout dans l'éducation de leur enfant. Cependant, à aucun moment nous ne laissons les parents de côté pour prendre des décisions arbitraires.

Sandrine LOUISET, directrice de l'association INPACT et du CAARRUD INPACT

Sur le territoire de Saint-Laurent, nous avons constaté qu'il y a un raccourcissement entre les générations, c'est-à-dire que la parentalité est de plus en plus jeune ce qui crée un conflit entre les générations. Là où les grands-parents sont sensés prendre leur rôle de grands-parents, ils sont toujours parents et parfois d'enfants du même âge que leurs petits enfants. La transmission entre les générations se fait de moins en moins puisque l'on retrouve un adolescent qui va devoir transmettre des savoirs qu'il n'a pas encore et des grands-parents qui ne peuvent pas

prendre le relais car ils sont préoccupés par la situation de leur enfant qui a le même niveau d'âge.

Jean-Claude LABRADOR, chargé de mission sécurité routière au Conseil Régional, membre CRSA

J'ai vu pendant des années se dégrader l'autorité parentale. La dégradation s'est faite au fur et à mesure parce que les enfants qui font des enfants ne peuvent pas maîtriser leur éducation et donc ils ne peuvent pas transmettre. Il y a également le problème des communautés qui refusent d'intégrer l'évolution de la société et qui n'en accepte que le bénéfice. Le travail qui a été fait est très intéressant mais je regrette qu'il n'y ait pas de jeunes ici ce soir pour que le message soit transmis.

Marc PINGET, animateur de prévention au CSAPA d'AKATIJ

J'aimerais souligner que quelques jeunes sont tout de même présents ce soir même s'ils ne sont pas en majorité. J'espère qu'ils ne seront pas intimidés par la masse adulte pour nous dévoiler leur sentiment sur ce qui a été dit précédemment. Une chose a émergé dans tous les débats concernant la place des parents : de fait entre les parents et l'institution il y a toujours eu un frottement car le référentiel éducatif n'est pas toujours le même pour tout le monde. Il existe une difficulté pour la famille d'établir la communication, que ce soit au niveau de la langue, dans la compréhension de ce que dit un enseignant, ou simplement d'être au fait de ce qui se passe avec l'enfant. Il y a également le problème du référentiel éducatif où le parent essayera de se rapprocher de l'institution sans réussir à aucun moment à se faire comprendre et dans ce cas, l'enfant joue souvent le rôle de médiateur. Pour ce dernier c'est plus qu'une incompréhension, c'est plutôt une souffrance de voir comment se passent les choses. Au final, l'enfant ne souhaite plus voir se rapprocher ses pairs et l'institution car il ne se sent pas à l'aise dans ce rôle de médiateur.

Elie MARKOUR, modérateur du débat, membre CRSA

Même s'il semble que l'on reproche aux parents tous les maux qui proviennent des addictions et des transgressions, il ne faut pas oublier que le jeune n'est pas uniquement confronté à sa famille, il y a aussi la société, l'école et les amis. Nous ne pouvons donc pas laisser reposer sur la seule famille tous les problèmes des jeunes. Je vois en ville des panneaux contre le sida, la drogue, l'alcool, ils sont donc avertis des dangers de la prise de risque.

Anne-Marie BOURBIGOT, pneumologue à l'hôpital de Cayenne

Je ne suis pas d'accord, ce n'est en aucun cas la famille qui est en cause dans ce problème, c'est le fonctionnement du département car les lois de protection de l'individu ne sont pas respectées. Nous sommes dans un pays chaud, normalement il y a des campagnes de prévention Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé (INPES) qui nous disent bien qu'il ne faut pas consommer d'alcool. Ici l'alcool réfrigéré est vendu partout. Les enfants sont désœuvrés parce qu'il n'y a pas de travail alors qu'il y a des moyens de travailler dans ce pays en développant toutes les ressources liées à l'environnement et au tourisme. Le tabac c'est la même chose, il est en vente dans toutes les épiceries. L'alcool et le tabac sont des produits très toxiques qui ne sont pas des produits de proximité. La drogue est vendue dans la rue et les gendarmes ne font rien. Quel est la valeur de l'exemple lorsque des fonctionnaires viennent dans ce département et arrivent avec des habitudes toxiques ? Comment voulez-vous que les

jeunes pensent que c'est toxique ? Sans compter les hôpitaux, où les médecins et les infirmières fument constamment. Je crois qu'il y a aussi une loi qui interdit la vente de sucreries aux caisses. Pour 250 000 habitants, je ne comprends pas qu'il y ait autant d'épiceries. Il est très connu que plus le produit est devant les yeux, plus l'envie de l'acheter se développe chez le consommateur. Le département est coupable.

Marianne SANQUER, médecin de santé publique Agence Régionale de la Santé

Je souhaiterais rebondir sur la question que nous a posée le modérateur par rapport à la famille et aux autres adultes par un témoignage. Dans les groupes de jeunes qui ont été interrogés, malheureusement la population des sites isolés tel que Camopi ou Trois Sauts n'a pas pu participer. Je me suis rendue pendant les vacances il y a deux ans dans la communauté amérindienne de l'Est de la Guyane : à Trois Sauts et à Camopi. A ma grande surprise le village était partagé en trois groupes : d'un côté les adolescents en vacances qui mettaient de la musique à tue-tête en consommant un certain nombre de produits, de l'autre les mamans qui tissaient le coton et enfin le groupe des tous petits, ceux de l'école primaire, tous regroupés dans un carbet devant des films laissés par les militaires. C'étaient des films qui parlaient de guerre, de sexe et d'addiction. Quel est le modèle que nous laissons pour ces jeunes ? Ce n'est pas celui des parents qui tissent le coton, ni celui des grands frères, mais celui des films probablement interdits au moins de 16 ans reflet du modèle européen, la seule distraction pendant les vacances scolaires. Au niveau des comportements transgressifs, je pense que nous aurons prochainement de gros problèmes avec cette communauté.

M. LETOCAR, coordonnateur de l'établissement de réinsertion scolaire

De par ma fonction, je suis au contact d'élèves qui ont décroché mais qui présentent aussi d'autres problématiques liées notamment aux conduites addictives. Lorsque l'on écoute ce tableau, cela peut paraître alarmant, mais je suis plutôt d'un naturel positif et je souhaitais souligner que l'école s'est tout d'abord construite avec la volonté de décaler, voire de mettre les parents de côté pour bâtir l'unicité de la nation en transmettant aux enfants les valeurs de la République pour tous. Aujourd'hui les choses changent, nous avons de nouvelles directives, qui se nomment la co-éducation. Les parents sont de plus en plus intégrés, les établissements doivent créer des moments où les parents pourront venir avec leur enfant dans l'établissement. Je pense qu'il faudra du temps pour régler ces problèmes qui existent depuis longtemps. Il faut donc faire confiance à l'institution ainsi qu'aux professionnels. Ce genre de réunion permet justement de partager les pratiques. Les mentalités ne peuvent qu'évoluer, laissons du temps pour que les choses changent.

Juvenilla PEULIA, secrétaire chargée d'accueil, CIDFF

Nous parlons beaucoup des parents qui ne s'impliquent pas, mais il faut aussi mettre en exergue que les parents ont peut-être peur par rapport aux lois qui sont érigées pour les enfants. Avant, les parents avaient une certaine autorité sur les enfants, puis une loi a été instaurée pour reconnaître leurs droits aux enfants. A 10 ans, quand les enfants voient leurs parents brandir la main sur eux, ils disent qu'ils vont appeler la police ou l'assistante sociale. Il faut éduquer les enfants depuis très jeunes pour qu'ils sachent qu'ils ont des droits mais aussi des devoirs.

Isabelle NIVO, adjointe au maire de Kourou en charge des politiques de la ville et enseignante

Quand un professionnel travaille avec des jeunes tous les jours, il en voit beaucoup avec des addictions et des conduites à risques, mais il n'y a pas de solution toute faite. Ce que les institutions doivent entendre c'est qu'il faut ramener l'humain et l'individu au centre. Il est intéressant de réaliser de grands programmes de prévention, et pourtant tous les jeunes qui ont ce type de conduites disent systématiquement qu'ils sont parfaitement conscients des risques qu'ils prennent. Ils disent également que pour s'en sortir ils ont besoin d'un lien secret, d'une écoute active avec quelqu'un qui a le pouvoir de l'aider à sortir de cette situation. Et c'est pour cela qu'il faut introduire des personnes dans les établissements, à la mission locale et autres établissements qui accueillent les jeunes. Il faut arrêter de les considérer comme des élèves et des chômeurs et commencer à les voir comme des individus. Il faut aussi qu'il y ait une équipe autour du jeune et non des jeunes autour d'un seul éducateur. Je pense que les jeunes arrêteront de prendre des risques, pas seulement quand ils seront parents, mais plutôt à partir du moment où ils retrouveront l'espoir et qu'ils avanceront dans la société. Ce doit être notre travail au quotidien : ramener le dialogue et l'action.

Manuel LLOPIS, coordonnateur du Programme de Réussite Educative à Maripasoula

A l'issue des ateliers de Maripasoula, le PRE s'est interrogé sur l'estime de soi concernant les jeunes. Et nous avons décidé de programmer un travail à ce sujet. C'est vrai qu'il faut ramener nos actions à l'humain, et dans notre atelier nous avons essayé de leur donner la parole et pas forcément d'orienter leur discours, simplement de recueillir la parole.

Salomé CASTILLO, éducatrice de rue, association AKATI'J

Nous faisons des constats et des bonnes analyses, les regards croisés paraissent corroborer. Cependant être jeune ce n'est pas une fin en soi, ce qui importe alors c'est qu'est ce qu'on fait ? L'éducation nationale essaye de mettre des choses en place, d'autres associations également. Maintenant il faut passer à l'action, nous ne pouvons plus nous permettre de prendre le temps de discuter et de ne pas agir. En effet, les jeunes ne vont pas rester jeunes toute leur vie. Ce qui manque c'est comment nous nous rallions tous ensemble pour agir ?

MIATTI Eric, référent prévention au CSAPA de Cayenne et coordonnateur au centre pénitentiaire de Cayenne

Depuis 2009 j'interviens auprès du public toxicomane, auparavant nous avions un outil qui nous permettait de travailler avec cette population sur différents ateliers durant trois mois pour acquérir les bases nécessaires à la réinsertion. Les personnes que je suis m'informent que leur consommation débute très tôt (10 ans). Aujourd'hui cette consommation a beaucoup évolué, les jeunes de 12 ans consomment déjà du crack (blacka djonko : mélange de cannabis et de crack). La difficulté pour l'accompagnement de ces jeunes c'est qu'il faut prendre en compte la variation individuelle. Pour cela, il faut beaucoup travailler sur la cohérence.

Les grandes décisions au niveau institutionnel doivent être prises avec les travailleurs du terrain pour être plus efficaces. Il faut aussi travailler sur les représentations, parce qu'il faut savoir que chaque parent dans sa sphère va aborder la problématique avec ses propres représentations. Avant lorsqu'on apprenait que son enfant prenait de la drogue, on disait « j'ai perdu mon fils », cela paraissait irréversible. Il faut donc casser ces représentations et pérenniser les actions pour permettre aux parents de reprendre la main et de retrouver confiance en eux-mêmes. Il faut également travailler avec l'ensemble des personnes qui sont concernées par cette

problématique qui ne cesse de faire des dégâts dans notre société. Je pense que c'est un bon début de réunir autant de personnes autour de cette thématique. Il faut donc maintenant réfléchir et surtout pérenniser les actions.

Elie MARKOUR, modérateur du débat, membre CRSA

Nous parlons de jeunesse, de liberté, mais le corollaire c'est la responsabilité. Par conséquent, les jeunes devraient être responsables de leurs actes. Nous leur avons donné plus de liberté mais la responsabilité n'a pas suivi, elle est maintenant rejetée sur les parents, sur les autorités, sur la société. Alors qu'en est-il ?

Jean-Claude LABRADOR, chargé de mission sécurité routière au Conseil Régional, membre CRSA

Je veux bien entendre « qu'est-ce qu'on fait après », mais il y a déjà beaucoup d'associations qui travaillent. Cela veut-il dire que les associations n'ont rien fait avant ? Je suis d'accord avec le modérateur, les jeunes aussi ont leurs responsabilités. Aujourd'hui il y a trop d'argent dépensé, trop de choses qui sont faites.

Sandrine LOUISET, directrice de l'association INPACT et du CAARRUD INPACT

Effectivement il y a beaucoup d'associations qui travaillent, c'est le cas, mais on voit souvent dans ces associations seulement quelques personnes qui s'activent et le turn over des personnes qui sont aussi responsables de l'éducation de nos enfants, est important. J'entends la liberté, la responsabilité, mais est-ce que cela ne s'apprend pas ? A travers le quotidien, le fait de savoir dire non à un enfant, même pas qu'au niveau de la famille mais à travers tous les adultes. Je crois que les jeunes interrogés parlaient plutôt des adultes en général et non pas uniquement de leurs parents.

Elie MARKOUR, modérateur du débat, membre CRSA

Est-ce que la justice est une réponse au comportement addictif et à la transgression ?

Pascale AGBOKANZO, infirmière scolaire au collège G. Holder à Cayenne

Au niveau des établissements scolaires nous sommes dans l'action et non dans la réflexion. Nous proposons plein d'activités dans les collèges, l'école primaire et les lycées en partenariat avec des associations. C'est par la connaissance et l'information que les enfants prennent conscience des dangers et deviennent responsables. Les messages passent et les comportements commencent à changer, nous le voyons dans les discours des jeunes. En tant que professionnels nous essayons d'avoir un comportement irréprochable parce qu'il doit toujours y avoir de la cohérence entre l'exemple visible et les exigences que nous donnons à nos enfants. Nous sommes à la disposition des enfants pour être à leur écoute, ils savent que nous sommes liés au secret, nous entendons beaucoup de difficultés et nous essayons de les orienter vers les structures qui pourraient prendre le relais.

Réginaldo GRAÇA-ESTEVAO, directeur du CCAS de Saint-Georges-de-l'Oyapock,

Au niveau des structures existantes sur le bassin oyapockois, nous cherchons à construire un réseau de partenariat avec les associations sur le plan local afin d'orienter et d'accompagner la population de la commune. Beaucoup de services sont inaccessibles aux populations du fleuve car la distance sociale, culturelle et géographique rend les choses difficiles. Il est nécessaire de

réfléchir à l'adaptation des campagnes de prévention et des services d'accompagnement des populations locales. De quelle manière nous interrogeons-nous sur nos pratiques pour qu'elles répondent aux besoins réels ?

Juvenilla PEULIA, secrétaire chargée d'accueil, CIDFF

Je parle au nom de Mme BABOUL, présidente du CIDFF, pour vous informer que nous avons commencé à mener une action au niveau des collèges depuis octobre 2012, à Saint Georges, Cayenne et Saint Laurent en collaboration avec les infirmières scolaires et l'association 3AG pour la lutte contre l'addiction à l'alcool. Nous souhaitons continuer ces actions à Mana et Kourou et d'ici 2014 dans les lycées, en réalisant un film. Nous espérons que cela aura des retombées positives. Pour ce qui est des parents, une action sera mise en place en collaboration avec les CUCS et les services du développement social urbain (DSU) de chaque ville.

Albérique VICTOR, assistante sociale sur le Haut-maroni

Il est très important que l'aspect culturel soit pris en compte et que la Guyane soit repensée autrement car dans les communes enclavées les choses ne sont pas comme sur le littoral. Ne serait-ce que sur des choses simples : l'accès au droit. Pour poursuivre sa scolarité, un amérindien devra obligatoirement quitter sa famille. Alors est-ce qu'il projette son avenir professionnel de la même manière qu'un enfant sur le littoral ?

Kastolie VOLA, jeune

Est-ce que le programme scolaire est-il vraiment adapté au climat de la Guyane ?

Elie MARKOUR, modérateur du débat, membre CRSA

Je ne sais pas si quelqu'un dans la salle est à même de représenter l'Education nationale pour répondre à cette question.

Mylène MATHIEU, infirmière, membre CRSA, présidente URPS

Je souhaitais partager une idée avec vous. Ce dont nous parlons ce soir est un sujet qui m'interpelle à titre personnel puisque je suis moi-même mère de famille, notamment d'un jeune de 15 ans. J'avais beaucoup insisté en travaillant à la préparation de ce débat public pour que toutes les tranches de la population soient présentes. Je suis un peu déçue, car je vois que nous parlons de parents et qu'en dehors de nous, socio-professionnels et étudiants qui sommes là, je ne vois pas de familles qui soient là en tant que parent uniquement.

Depuis quand précisément avons nous pu observer la dérive de la jeunesse dans notre société guyanaise et au niveau national ? Il y a une trentaine d'années, les choses étaient différentes car il existait encore le service militaire. Par conséquent, peut-être qu'une des pistes serait de faire un retour en arrière, en réinstaurant le service militaire qui constituait à l'époque un relais institutionnel pour aider les familles défaillantes. En effet, nous avons donné de la liberté aux jeunes et ils en ont abusé, on nous dit qu'ils ont besoin de limites, qu'ils nous testent, que les parents sont responsables et les institutions trop laxistes. Grâce au service militaire l'enfant réapprenait les valeurs et la discipline. Il faut reprendre la main sur la jeunesse que ce soit garçons ou filles.

Kastolie VOLA, jeune

Excusez-moi mais j'aimerais une réponse à ma question si c'est possible. Et j'aimerais également vous dire que le vrai problème ce n'est pas la jeunesse, c'est le pouvoir car si le pouvoir est aveugle, la justice est impuissante. C'est au dirigeant de faire le travail et de tenir leurs promesses. Parmi les jeunes, il n'y a pas que des délinquants, il y a aussi des jeunes motivés. On nous promet beaucoup de choses mais il n'y a aucune action. J'ai participé à plusieurs débats, j'ai travaillé avec le CUCS de Kourou, je suis artiste, j'ai animé des ateliers. Ce que j'ai constaté c'est qu'il n'y a pas d'intégration des différentes cultures, c'est plutôt une assimilation. Il faut s'unir pour sauver la Guyane, car on est entrain de couler. L'avenir de la Guyane doit être positif, car elle est la vitrine de la métropole et de l'Europe.

Antoinette AUNE, étudiante en soins infirmiers

Je vis au quartier du vieux bourg, quartier chaud. J'ai des enfants de 6 à 10 ans qui se trouvent devant les commerçants avec des adultes qui consomment de l'alcool de manière récurrente, que ce soit les filles ou les garçons. Dimanche soir une bagarre à commencer à 20 heures. Si quelqu'un prévient la police, les parents viennent pour nous demander « pourquoi vous réprimandez mon enfant, qui êtes vous pour appeler la police ? ». J'aimerais avoir des réponses.

Sandrine LOUISET, directrice de l'association INPACT et du CAARRUD INPACT

J'aimerais répondre à ce jeune homme qui a demandé est-ce que l'apprentissage est vraiment adapté, est-ce que les conditions sont aussi favorables ? Je pose la question à cette assemblée, a-t-on pensé un jour à passer une journée, même une heure dans nos bureaux sans climatisation ? Quand on est dans les établissements scolaires, il n'y a aucune climatisation, les enfants passent leur journée des fois dans des bungalows et en termes d'apprentissage, c'est zéro. L'enfant va passer sa journée dans une salle de classe chaude, il va suer et en fin de journée il n'aura rien retenu de ce qu'il devait apprendre. Le jeune homme a utilisé un terme que j'aime beaucoup, c'est l'assimilation. Je suis une fervente défenseuse de l'intelligence collective, je pense que si nous commençons à repenser aux conditions dans lesquelles nous évoluons et dans lesquelles nous faisons évoluer nos enfants, nous allons trouver des solutions. Cela passe par la scolarisation, par l'éducation de rue, l'accompagnement des parents. Analyser, observer et ensuite agir.

Marielle BOCLÉ, psychologue clinicienne addictologue CSAPA de Cayenne et MDA

J'aimerais parler du dispositif de la Maison des adolescents (MDA), par rapport au jeune, au parent, à la responsabilité et à la justice. Ce dispositif permet d'observer et d'écouter les jeunes, de ramener à l'humain les préoccupations des jeunes. Cela fonctionne très bien, c'est en plein centre de Cayenne et c'est extrêmement fréquenté. C'est un lieu de vie collective où ils peuvent venir soit simplement se poser, faire leurs travaux scolaires ou discuter avec l'équipe qui est composée de psychologue, infirmier, médecin. Ils peuvent donc aussi être pris en charge. Dans ce cadre, j'assure la consultation jeune consommateur à la maison des adolescents. C'est une consultation qui dépend du CSAPA et en collaboration avec l'éducation nationale. Vous demandiez si la justice était un moyen de répondre aux addictions : oui car je reçois des jeunes qui sont en injonction thérapeutique, en obligation de soin ou orientés par la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) par exemple. Je reçois aussi des jeunes qui viennent des services

de psychiatrie. Ce dispositif permet également de travailler sur l'accompagnement à la parentalité, et sur l'aide à l'éducation.

Marianne SANQUER, médecin de santé publique Agence Régionale de la Santé

J'ai repris les notes des exposés de chacun, et en fait chacun des secteurs géographiques a apporté un groupe de réponses qui peuvent être résumés en grands chapitres. Si je reprends l'exposé de Maripasoula, la réponse proposée est une meilleure connaissance anthropologique des populations ; pour Saint-Laurent, la réponse serait en termes de compréhension des malaises présents et passés et le respect des cultures ; pour Cayenne, il y a eu une forte demande en termes de compréhension du rôle des parents et d'aide à la parentalité ; pour Saint-Georges, l'amélioration des moyens et des services au niveau des conditions matérielles. Nos réponses sont donc multifactorielles et chacun doit pouvoir essayer de s'approprier dans son champ de compétence les réponses proposées : anthropologiques, historiques, matérielles. Il n'y a pas une réponse unique mais un grand chantier pour pouvoir essayer d'améliorer la situation.

Elie MARKOUR, modérateur du débat, membre CRSA

Ce que vous dites est peut être vrai, mais quand on sait combien d'ethnies forment la Guyane et qu'il faudrait une réponse appropriée pour chacune des ethnies, et quand j'entends parler d'assimilation, est-ce que cela ne permettrait pas de gommer tous les problèmes ethniques pour ne retenir au final qu'une solution nationale ?

Marie LEROUGE, stagiaire à la DCIS de Kourou,

Je suis stagiaire auprès des bénéficiaires du Revenu Solidaire Actif (RSA) et par rapport à ce que disaient les jeunes de Maripasoula notamment de responsabiliser les adultes en supprimant les allocations familiales. Ces allocations n'encouragent-elles pas la parentalité précoce et d'un autre côté ne responsabilise-t-elles absolument pas les parents ? Ces allocations sont un revenu sûr dans un contexte où l'emploi n'est pas toujours présent. Les partenaires de l'ASE m'ont indiqué toutes les difficultés qu'ils avaient avec le grand nombre d'enfants placés. N'y a-t-il pas un problème ?

Estelle JEANNEAU, directrice générale de l'association AKATI'J

Je souhaitais rebondir sur l'intervention de la représentante de la maison des adolescents de Cayenne, je pense qu'il existe de nombreuses associations et structures, sauf dans certain territoire où il y a un désert, qui interviennent auprès des adolescents. Sur Kourou nous n'avons pas de maison des adolescents mais il y a d'autres associations qui peuvent apporter un accompagnement. Ce que l'on doit aussi améliorer et cela concerne tous les professionnels, c'est notre façon de travailler ensemble.

Professionnelle de santé

J'ai travaillé pendant 15 ans au sein d'un Conseil Général dans des structures de réinsertion socio-professionnelles et médicales. Je souhaitais tout d'abord répondre à la personne qui a parlé des allocations familiales, je pense que c'est une problématique qui est nationale et pas uniquement guyanaise, et il y a peu d'action là-dessus. Ensuite, je voulais rebondir sur le rôle des parents, cela m'a interrogé car en métropole il en est également question. Peut-être qu'il

faudrait revoir le regard que nous avons sur les jeunes, l'estime et la reconnaissance que nous leur apportons. Au niveau des parents quelle place laissons-nous aux jeunes ? Quelles constructions avons-nous pu faire ? Travailler aussi sur l'attachement et toute la problématique de construction qui se fait sur la très jeune enfance.

Anne-Marie BOURBIGOT, pneumologue à l'hôpital de Cayenne

Nous oublions encore le rôle essentiel de l'Etat, je le répète, plus un produit est devant les yeux et plus on l'achète et c'est bien pour cela que le tabac et l'alcool sont vendus partout. Alors ce sont les gros industriels qui gagnent mais sûrement pas la population. La loi française devrait être respectée. L'INPES dit que pendant de fortes chaleurs, nous ne devons pas boire d'alcool. Donc il faut arrêter la vente d'alcool réfrigéré prêt à boire. C'est l'éducation qui nous rend fort, mais tout est fait pour que tout soit fait n'importe comment, et ça c'est l'Etat, donc essayons de faire respecter la loi et de mettre une loi différente sur la Guyane qui est un pays chaud.

Marica DENOYER, consultante en environnement

Je voulais soulever un point, nous avons beaucoup parlé du contexte familiale et institutionnel de ces jeunes, mais il y a autre chose qui ressort chez tous ces jeunes, c'est le futur. Est-ce que nous leur offrons un futur ici en Guyane ? C'est un axe sur lequel il faudrait également travailler, essayer de les accompagner sur un projet professionnel et un projet de vie.

Melle AHMED, professionnel de Santé à Kourou, association Chrétien et sida

Effectivement nous avons tous notre part de responsabilité, l'Etat, les parents, nous professionnels et le jeune qui est au centre de ce débat. L'importance du modèle est essentiel pour développer un bien être mental, social et physique. Je souhaitais aussi poser une question : pourquoi ne pas former un collectif d'associations et mettre en place des coordinations dans les communes de Guyane afin que tous les travaux qui sont déjà mis en place puissent être divulgués et évoluer.

Manuel LLOPIS, coordonnateur du Programme de Réussite Educative à Maripasoula

Concernant la coordination, cela s'organise au niveau des PRE de Maripasoula, Saint-Laurent et Saint-Georges. Nous avons la volonté de mettre en place des actions et des réflexions communes.

Pascale AGBOKANZO, infirmière scolaire au collège G. Holder à Cayenne

Je voulais revenir sur la communication. En effet, tous les intervenants qui ont fait les comptes rendus ont bien noté que les enfants parlent du manque de communication avec les parents. En tant qu'infirmière scolaire, nous le constatons beaucoup. Des jeunes sont en difficultés et ont des tourments et souvent ils me disent qu'ils ne peuvent pas en parler à leur parent. Est-ce que c'est culturel, est-ce que nous n'avons pas le temps matériellement ? Il faut donc développer la communication entre parents et enfants.

Viviane ZULEMARO, chargée de mission à l'observatoire départemental de la protection de l'enfance

En Guyane il y a de plus en plus d'associations et d'actions, aujourd'hui on est tous mobilisés. Toutefois nous pouvons déplorer le manque de réseau partenarial. Dans mes précédentes

fonctions à Maripasoula j'ai tenté de mettre en œuvre un réseau avec les institutions. J'ai remarqué qu'on avait du mal à travailler ensemble. Il faut que les mentalités évoluent et que nous mutualisons les moyens.

V. Clôture du débat

1) Synthèse des recommandations

Yves BHAGOOA, Président de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie en Guyane

Ce débat public en santé a permis aux uns et aux autres d'exprimer un certain nombre de choses, de faire des propositions et d'émettre un certain nombre d'inquiétudes. En effet, si la CRSA a choisi ce thème c'est effectivement qu'il existe une véritable inquiétude sur la place et le rôle de la jeunesse, non pas pour notre avenir, mais pour son avenir à elle. Quelles perspectives ? C'est à elle de les tracer et de les mettre en œuvre. A nous, il nous appartient de comprendre, d'analyser et de voir quelles recommandations nous pouvons faire. Ce débat a été décentralisé, vous avez eu le rapport des ateliers ; nous avons voulu sortir de Cayenne, nous l'avons fait à Kourou. Tout cela permet de montrer que la Guyane est un territoire composé de personnes et de populations qui trop souvent n'arrivent pas à trouver un lieu commun, un destin commun.

Cette question est essentielle pour nous et elle apparaît en filigrane tout au long de la discussion de ce soir. Il appartient maintenant aux membres de la CRSA - à partir du travail des ateliers, de vos réactions et de vos propositions - de définir des axes. Ceux qui semblent émerger sont les suivants : la place et le rôle des parents, sans oublier que nous ne stigmatisons ni ne portons de jugement sur personne. Aujourd'hui nous devons comprendre, regarder et surtout porter l'expression que nous avons sur notre société éminemment complexe mais éminemment riche également. Nous avons donc beaucoup de choses à « faire ensemble », ce terme est revenu plusieurs fois dans la discussion. Nous avons également parlé de partenariat, ce n'est pas facile à mettre en œuvre. Toutes ces données feront partie de la réflexion de la CRSA.

Ensuite il y a l'action des pouvoirs publics, cela a émergé à plusieurs moments. Nous avons vocation à faire des recommandations aux autorités, et c'est ce que nous ferons.

Enfin, ce qui est propre à la Guyane : la question de l'interculturalité. Retour sur la question du vivre ensemble : mieux se connaître, mieux se comprendre pour pouvoir construire ensemble de manière intelligente.

Je rappelle pour finir que la CRSA va se réunir pour examiner les propositions et retravailler cette expression qu'elle a recueillie aujourd'hui. Les recommandations seront disponibles sur le site internet de l'AARS.

2) Discours de clôture

Philippe DAMIE, Directeur général de l'Agence Régionale de la Santé de Guyane

Nous venons de vivre le premier débat public de la CRSA qui est une mission obligatoire prévue par le décret du 31 mars 2010, issue de la loi HPST. En vous voyant ce soir aussi nombreux j'ai rajeuni quasiment de trois ans, lorsque j'ai enclenché la dynamique du Projet Régional de Santé (PRS). Nous étions 150 personnes et nous avons construit ensemble la politique régionale de santé. Aujourd'hui elle commence à être mise en œuvre parce que vous vous êtes impliqués dès le départ dans la construction de cette stratégie. Je me félicite donc ce soir que vous soyez aussi nombreux et qu'on puisse ensemble construire cette politique de santé.

Dans le choix du thème du débat public, j'ai été amené à participer aux travaux qui ont conduit à la rédaction de l'intitulé et je me souviens avoir insisté sur la notion de « regards croisés ». En effet, sur le thème des transgressions comme des conduites addictives, et plus largement sur les sujets de santé publique la politique de santé en Guyane en particulier est l'un des piliers d'une politique publique d'ensemble qui, au même titre que la sécurité, l'emploi et l'éducation, vise à l'amélioration de la vie quotidienne de la population guyanaise. Il fallait donc absolument introduire cette notion de « regards croisés » pour bien mettre en valeur ce regard à 360 degrés de la politique à mener. Le rôle de l'AARS dans ce débat est un rôle de facilitateur, garant de l'expression de la démocratie sanitaire. A ce titre, j'ai tenu à donner à la CRSA les moyens de mener à bien ce débat public et je remercie en retour l'implication de tous les acteurs, tous ceux qui ont contribué à la réflexion, aux échanges d'idées et aux propositions d'actions, car l'ARS n'est rien sans ce fourmillement de réflexion, sans cet engagement des opérateurs quels qu'ils soient. En Guyane, nous avons une chance extraordinaire d'avoir des professionnels et des bénévoles engagés avec foi dans leurs missions. Pour moi c'est un trésor de pouvoir m'appuyer sur ces professionnels pour mener à bien la politique de santé au plus près du terrain.

Ce débat public a donc été, au vu de ce que j'ai vécu ce soir, l'occasion d'une démarche positive en termes de connaissance des besoins des jeunes et des professionnels pour l'amélioration de l'offre et a fait émerger une question en fil rouge dont le Président parlait précédemment : où sont les adultes ? Il y a en effet cette nécessité d'élargir nos propos et de ne pas se limiter aux jeunes mais d'aborder également la question des encadrants. Nous sommes fortement engagés en tant qu'ARS dans une politique à la fois de prévention et de prise en charge au sens de la définition de l'organisation mondiale de la santé, comme elle a été rappelée en introduction, un bien-être physique, psychique et mental.

Mon propos n'est pas de citer les actions que l'ARS a mises en œuvre ni ce qu'il reste à faire. Je n'ai pas non plus l'intention de faire le catalogue des actions que nous menons au titre de la prise en charge des addictions, mais si nous n'avons pas vocation à résoudre tous les problèmes, nous avons vocation à mener la politique des « petits pas ». Je prends l'exemple flagrant de Saint-Georges où effectivement, le directeur du CCAS nous a indiqué fort justement, qu'il n'y a pas de services ni de structures. Nous sommes préoccupés en tant qu'ARS, par cette situation. Cependant, lorsque nous mettons en place un service à Saint-Georges, nous nous rendons compte que nous n'arrivons pas à loger le professionnel, ni à lui offrir des conditions d'exercice

optimales. Donc nous pouvons financer, et nous l'avons déjà fait pour un infirmier à Saint-Georges, mais il n'a pas eu de logement. Au final, il ne vient que de temps en temps sur Saint-Georges et il n'est pas impliqué sur la commune. S'il y avait des logements, nous aurions une politique publique plus efficace et plus orientée vers la proximité de terrain. En résumé, c'est aussi la politique des « petits pas » où chacun prend sa responsabilité pour la mise en œuvre.

A été citée également la question de la coordination, je pense que sur ce sujet, à la fois en termes d'accompagnement des porteurs de projet mais aussi de mise en réseau des acteurs, l'Agence Régionale de Santé a un rôle à jouer et elle le joue naturellement. Néanmoins, il faut aussi que cette demande de coordination puisse s'exprimer et s'échapper des logiques institutionnelles de chacun. L'ARS sera à votre écoute, nous avons beaucoup insisté sur le sens de l'écoute, c'est très important parce que c'est la première étape d'un diagnostic partagé et d'un édifice permettant de construire une politique ensemble.

Fin des débats